

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

Marché 2025.10

Refonte du site internet de l'IAE Lille (University School of Management) de l'Université de Lille et la reprise de son intranet

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES :

Le lundi 17 mars 2025 à 12h00, délai de rigueur




Date limite de réception des questions : le lundi 10 mars 2025

A titre d'information, l'intégralité des échanges relatifs à la procédure se fera via ce profil acheteur.



SOMMAIRE

Modalités de remise des offres	3
Copie de sauvegarde.....	3
Double envoi	3
Dispositions spécifiques à la dématérialisation des procédures	3
L'essentiel de la procédure.....	4
1. Nom et adresse officiels de l'acheteur public	5
2. Mode de passation choisi.....	5
3. Forme du marché	5
4. Négociation.....	5
5. Lieu de remise des livrables	5
6. Marchés Publics de fournitures.....	5
7. Durée du marché.....	6
8. Variantes - PSE.....	6
a) PSE obligatoires.....	6
b) Variantes facultatives :.....	6
9. Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre.....	7
10. Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent.....	7
11. Renseignements concernant la situation personnelle du candidat, renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation des capacités minimales de caractère professionnel, technique et financier à remplir par le candidat.....	7
12. Justificatifs à produire quant aux conditions d'accès à la commande publique visés aux articles R 2142-1 à R 2142-27 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.....	7
13. Critères d'attribution.....	7
14. Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration :	9
<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	9
15. Contenu du dossier de la consultation à fournir au candidat par l'acheteur public (le cas échéant, acte d'engagement, cahiers des charges, annexes, programme, autres pièces)	10
16. Contenu de l'offre.....	10
17. Dispositions spécifiques à la dématérialisation des procédures.....	11
a) Réglementation.....	11


Modalités de remise des offres

	<p>Les offres doivent être transmises uniquement par voie dématérialisée via le profil acheteur de l'Université : www.marches-publics.gouv.fr</p> <p>Le guide d'utilisation (Guide Entreprise), disponible à l'adresse suivante https://www.economie.gouv.fr/daj/nouvelle-edition-des-guides-tres-pratiques-de-la-dematerialisation-des-marches-publics, décrit les étapes pour déposer une réponse électronique.</p>
	<p style="text-align: center;">Copie de sauvegarde</p> <p>La copie de sauvegarde est une réplique exacte de la réponse électronique, utilisée en cas d'anomalie pour remplacer les dossiers de candidature et offres transmis en ligne. Toutefois, elle n'exempte pas le prestataire de l'obligation de soumettre son offre par voie électronique.</p> <p>Le candidat peut déposer une copie de sauvegarde sur support physique (CD Rom, Clé USB) avant la date limite de réception. Les copies de sauvegarde doivent être envoyées à la Direction de la Commande Publique, Rue du Barreau, BP 60149, 59653 Villeneuve d'Ascq, ouverte du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h</p>
	<p style="text-align: center;">Double envoi</p> <p>Conformément à l'article R 2151-6 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique « le soumissionnaire transmet <u>son offre en une seule fois</u>. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, <u>seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres</u> ».</p>

Dispositions spécifiques à la dématérialisation des procédures

	<p style="text-align: center;">Poser une question relative au cahier des charges sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) / Module « poser une question »</p> <p>Les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions (d'ordre administratif et technique) à la personne publique jusqu'à 7 jours calendaires précédant la date limite de réception des offres. Ils le feront obligatoirement par la voie électronique via l'application sur le site Module « Poser une Question » à l'adresse suivante : https://www.marches-publics.gouv.fr (250 caractères maximum).</p>
	<p style="text-align: center;">Signature électronique</p> <p>La signature électronique n'est pas obligatoire. Si elle est utilisée, chaque document doit être signé avec un certificat de signature électronique valide garantissant l'identification du candidat. Une signature scannée n'est pas considérée comme une signature électronique, et la signature d'un fichier compressé (ZIP) ne vaut pas pour les documents qu'il contient. Les certificats doivent être conformes au Référentiel Général de Sécurité (RGS) ou équivalent. Plus d'informations sur : https://www.economie.gouv.fr/commande-publique-numerique/signature-electronique-suivez-le-guide</p>

L'essentiel de la procédure

	Objet	Refonte du site internet de l'IAE Lille (University School of Management) de l'Université de Lille et la reprise de son intranet
	Tranches optionnelles	Sans
	Mode de passation	Procédure adaptée
	Nombre de Lots	Lot unique
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de Groupement	Autorisé
	Variantes	Sans
	PSE	Avec
	Durée/délai	<p>La durée du marché correspond à la livraison, l'installation, la mise en service opérationnelle et la formation.</p> <p>Le prestataire s'engage à respecter le calendrier établi pour le projet.</p> <p>La conception du site pourra être réalisée par le titulaire du marché d'avril au 1er septembre, pour la phase de tests avec l'IAE Lille. La mise en ligne opérationnelle sera donc effectuée au plus tard le 1er décembre 2025.</p>

1. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Dénomination : UNIVERSITE DE LILLE	Direction de la Commande Publique dcp-fcstic@univ-lille.fr
Adresse : 42, rue Paul Duez	Code postal : 59000
Ville : LILLE	Pays : France
Adresse internet : https://www.univ-lille.fr/universite/marches-publics/	

2. Mode de passation choisi

Le marché est passé selon la procédure adaptée prévue à l'article R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique.

Si nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à l'article R. 2122-1 à R.2122-11 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

3. Forme du marché


Allotissement :

Le marché est composé d'un lot unique. Son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes. Le non allotissement est justifié par le fait que l'ensemble est considéré comme une prestation globale avec différents volets. Confier l'ensemble à un seul prestataire permet d'assurer la cohérence, la compatibilité et le bon déroulement des différentes phases du projet.

4. Négociation

Si nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier conformément aux articles R.2122-1 à R.2122-9 du Code de la commande publique.

5. Lieu de remise des livrables

 IAE Lille (University School of Management) de l'Université de Lille
104 Avenue du Peuple Belge
59 043 Lille

6. Marchés Publics de fournitures

Description/objet du marché :

Le présent marché a pour objet la refonte du site internet de l'IAE Lille, en incluant l'intranet déjà existant à celui-ci. Le titulaire devra concevoir et réaliser le site internet de l'IAE Lille et sa déclinaison en version anglaise et espagnole.

Le titulaire devra gérer l'hébergement et la maintenance du site après livraison ou il devra proposer un prestataire externe clairement identifié. L'intranet que nous avons déjà actuellement devra être

intégré à ce nouveau site. Par conséquent, le titulaire devra le reproduire à l'identique, l'héberger et en assurer la maintenance.

Le présent marché comporte un seul lot divisé en 5 parties :

- ✚ Partie n°1 : Conception et réalisation du site internet IAE Lille
- ✚ Partie n°2 : Hébergement
- ✚ Partie n°3 : Maintenance du site web
- ✚ Partie n°4 : Formation des personnels
- ✚ Partie n°5 : Réversibilité

Les caractéristiques techniques sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

- ✚ Nomenclature communautaire pertinente (CPV) :

Code principal	Description
72212220-7	Services de développement de logiciels de gestion d'internet et d'intranet

7. Durée du marché

La durée du marché correspond à la livraison, l'installation, la mise en service opérationnelle et la formation.

Le prestataire s'engage à respecter le calendrier établi pour le projet.

La conception du site pourra être réalisée par le titulaire du marché d'avril au 1er septembre, pour la phase de tests avec l'IAE Lille. La mise en ligne opérationnelle sera donc effectuée au plus tard le 1^{er} décembre 2025.

Ces délais sont applicables à compter de la notification du marché.

Un procès-verbal d'admission sera établi, attestant de la bonne exécution des prestations.

8. Variantes - PSE

a) PSE obligatoires

Le marché comprend des Prestations Supplémentaires Eventuelles obligatoires (PSE)

Les prestations supplémentaires éventuelles obligatoires sont :

- ✚ PSE 1 : 2 années de maintenance et hébergement
- ✚ PSE 2 : 3 années de maintenance et hébergement
- ✚ PSE 3 : 4 années de maintenance et hébergement
- ✚ PSE 4 : 5 années de maintenance et hébergement

Les candidats doivent obligatoirement indiquer le coût de ces options au sein de l'annexe à l'ATTR1, sous peine de voir leur offre jugée irrégulière et donc être rejetée.

Le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision de retenir ou non ces prestations supplémentaires au moment de la notification.

b) Variantes facultatives :

Les variantes ne sont pas autorisées.

9. Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

✚ 120 jours à compter de la date limite de réception des offres

Langue dans laquelle elles doivent être rédigées : FRANÇAIS

10. Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

- ✚ Financement sur les crédits budgétaires de l'Université de Lille.
- ✚ Application du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- ✚ Application de l'article R.2192-10 du Décret n°2018.1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et de l'article L. 2192-10 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique : délai maximum de paiement fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par l'Université de Lille.

11. Renseignements concernant la situation personnelle du candidat, renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation des capacités minimales de caractère professionnel, technique et financier à remplir par le candidat

- Remplir l'annexe au DC2

12. Justificatifs à produire quant aux conditions d'accès à la commande publique visés aux articles R 2142-1 à R 2142-27 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

- Remplir les documents DC1 et DC2 joints au dossier de consultation des entreprises.

13. Critères d'attribution

13.1 Les critères d'élimination des candidatures sont les suivants :

Après demande de régularisation dans les conditions de l'article R2144-2 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les candidatures qui ne seront pas recevables en application des articles R 2142-1 à 27 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique seront éliminées.

13.2. Les motifs d'élimination des offres

En application des articles R. 2152-1 à R. 2152-5 et R. 2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique, les offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses seront éliminées, et notamment les offres non conformes au cahier des charges et les offres incomplètes.

Il est précisé que :

- Une offre est considérée comme **irrégulière** si elle ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou si elle méconnaît la législation applicable en matière environnementale (Article L.2152-2 du Code de la commande publique).
- Une offre est considérée comme **inacceptable** si son prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure (Article L.2152-3 du Code de la commande publique).
- Une offre est considérée comme **inappropriée** si elle n'a pas de rapport avec le marché, car elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre aux besoins et exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation (Article L.2152-4 du Code de la commande publique).
- Une offre est considérée comme **anormalement basse** si son prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché (Article L.2152-3 du Code de la commande publique).



L'absence des pièces suivantes entraînera le rejet de l'offre :

- ✚ Annexe financière
- ✚ Mémoire technique
- ✚ Planning détaillé
- ✚ 2 maquettes obligatoires : une de la page d'accueil et une d'une page formation
- ✚ 2 exemples de sites réalisés

Les critères de sélection des offres suivants seront appréciés selon la pondération mentionnée :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous (par ordre de priorité décroissante)

Critères	Pondération
<div>✚ Critère 1 : Qualité technique de l'offre et esthétique visuel</div> <div>↓</div> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Évaluation de la pertinence et de la qualité des solutions techniques proposées, notamment en ce qui concerne l'ergonomie, le design, la compatibilité mobile, et l'accessibilité numérique (conformité aux normes RGAA). ♦ Analyse des fonctionnalités proposées, telles que le système de gestion de contenu (CMS), la gestion des droits d'utilisateurs, et la capacité multilingue. ♦ Esthétique visuel du site, UI et UX design ♦ La méthodologie mise en place pour le référencement. ♦ Planning détaillé et délai d'exécution des livrables 	60
<div>✚ Critère 2 : Prix de l'offre</div> <div>↓</div> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Analyse du coût global de l'offre, y compris les coûts de conception, d'hébergement, de maintenance, et de formation. 	20
<div>✚ Critère 3 : Plan de maintenance, accompagnement et support</div> <div>↓</div> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Évaluation de la qualité et de la réactivité du plan de maintenance proposé, y compris les délais d'intervention en cas de problème technique. 	15
<div>✚ Critère 4 : Expérience et références du prestataire (5%)</div> <div>↓</div> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Évaluation des références fournies, y compris des exemples de sites réalisés 	5
Total	100

14. Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration :

☒ Non ☐ Oui

15. Contenu du dossier de la consultation à fournir au candidat par l'acheteur public (le cas échéant, acte d'engagement, cahiers des charges, annexes, programme, autres pièces)

- ✚ REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)
- ✚ CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)
- ✚ CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)
- ✚ ATTRI1 (ACTE D'ENGAGEMENT) ET SES ANNEXES
- ✚ FORMULAIRE DC1 LETTRE DE CANDIDATURE
- ✚ FORMULAIRE DC2 DECLARATION DU CANDIDAT
- ✚ FORMULAIRE DC4 DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE
- ✚ ANNEXE DC2
- ✚ FICHE DE CREATION FOURNISSEUR

16. Contenu de l'offre

Le dossier à remettre par le candidat comprendra les pièces suivantes :

PARTIE CANDIDATURE

- ✚ DC1 Lettre de candidature. Modèle de déclaration sur l'honneur
- ✚ DC2 Déclaration du candidat
- ✚ DC4 Acte de sous – traitance
- ✚ Annexe DC2
- ✚ Fiche de création fournisseur
- ✚ Attestations fiscales et sociales en cours de validité
- ✚ Attestation d'assurance en cours de validité
- ✚ Relevé d'identité bancaire

PARTIE OFFRE

- ✚ L'ATTRI1 (Acte d'engagement) dûment complété, daté et signé, accompagné de ses annexes dûment remplies et signées :
 - ✓ Annexe 1 financière et technique
 - ✓ Annexe 2 RGPD
 - ✓ Devis détaillé
- ✚ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières paraphé, signé, daté, accepté sans modification et apposé du cachet commercial
- ✚ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières paraphé, signé, daté, accepté sans modification et apposé du cachet commercial
- ✚ Le mémoire technique à l'appui de l'annexe à l'ATTRI1 détaillant précisément les différentes parties de la solution prévus dans le CCTP.
- ✚ Un planning détaillé des phases d'actions prévues pour la conception et la réalisation du nouveau site internet, ainsi que pour la reprise de l'intranet
- ✚ Visualisation au moins 3-4 maquettes dont 2 visualisations obligatoires
- ✚ Visualisation de 3 exemples de sites déjà réalisés dont 2 exemples obligatoires

a) Réglementation

La présente consultation est passée en application des articles R 2132-1 à R 2132-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Arrêté du 27 juillet 2018 (NOR: ECOM1817537A) relatif aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics

Arrêté du 27 juillet 2018 (NOR: ECOM1800783A) fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde-

Arrêté du 27 juillet 2018 (NOR: ECOM1817546A) modifiant l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique

Lille, le 18 février 2025